

Étape 3 : soumettre un PAP

À l'instar de ce qu'il se passe pour le DREF, seule une Société nationale peut demander à la FICR de financer un protocole d'action précoce, le PAP doit donc avant toute autre démarche être approuvé en interne et avoir l'accord de la direction de la Société nationale. Le processus d'acceptation peut prendre jusqu'à 30 jours à partir de l'introduction de la demande au bureau pays de la FICR ou au bureau pour le cluster de pays de la FICR (BP/BCP). Les secteurs techniques au sein du BP/BCP et du bureau régional de la FICR vérifient ensuite si le PAP est conforme aux normes des programmes de la FICR. Le budget du PAP est également examiné par le département financier de la FICR.

Au terme de cet examen régional, le protocole d'action précoce est transféré à Genève pour être soumis au Comité de validation et au cercle de lecteur·rice·s expert·e·s de la FICR (Coordination des opérations, unité Risque et vulnérabilité et autres secteurs concernés en fonction du contenu du PAP).



Si la Société nationale reçoit de l'aide d'une Société nationale partenaire (SNP), le protocole d'action précoce peut être soumis par un·e délégué·e de la SNP qui travaille avec la Société nationale du pays, mais le cas échéant, la démarche exige l'approbation/l'accord officiel·le de la direction de la Société nationale, qui est l'entité principale chargée de sa mise en œuvre.

Comité de validation

Le Comité de validation évalue les nouveaux PAP qui sont soumis pour approbation en fonction des critères de qualité et apporte son aide dans le processus de décision relatif à l'approbation du PAP. Il garantit également la cohérence de l'ABP par rapport aux autres outils et approches de la FICR pour l'action précoce, la préparation et l'intervention, ainsi que son intégration dans ces outils et approches. Le Comité de validation se compose de membres de la FICR, du Centre du Changement climatique et de Sociétés nationales actives dans le FBP.